

DOSSIER

UNE PAGE D'HISTOIRE : LES "EVENEMENTS D'ALGERIE" ET L'ACTION DE L'O.A.S. DANS LE SUD-OUEST (1958-1963)...

En commençant cette recherche, à travers le dépouillement de la presse locale et la rencontre de témoins de l'époque, nous étions persuadés que l'"activisme OAS" des années 1961-63 trouvait des prolongements dans la vie politique d'aujourd'hui : confirmation nous en a été apportée.

Pour des raisons évidentes, un certain nombre de noms, connus à Toulouse, mais dont les condamnations ont été amnistiées, ont été occultées. De plus, la place nous a manqué pour rendre compte de l'ampleur de la riposte démocratique et antifasciste pendant cette période : que les acteurs concernés veuillent bien nous en excuser.

ARTICLE 31 TOULOUSE

1958

L'"ARRIVEE" AU POUVOIR DE DE GAULLE..

Depuis le début de l'année, l'extrême-droite multiplie les manifestations (souvent d'étudiants) pour "défendre l'armée en Algérie", dénonce les "capitulations" de la IV^{ème} République, provoque des incidents et organise parfois des attentats...

- Nuit du 2 au 3 mai 1958 : Attentat au plastic contre la Préfecture de Toulouse, tout comme à Bordeaux, Bayonne, Montpellier le mois précédent...

- 13 mai 1958 : protestant contre la prochaine investiture de flimlin, dernier président du Conseil de la IV^{ème} République, à Alger, une manifestation ultra envahit le ministère de l'Algérie (ex-Gouvernorat Général). Un comité de Salut Public Civil et Militaire est aussitôt créé, présidé par Massu ; il exige la formation d'un gouvernement de Salut Public à Paris et fait appel à De Gaulle pour sauver l'Algérie.

- 13 mai : après l'exécution par le FLN de trois soldats français, faits prisonniers, l'A.F.R.A.N. (section Hte-G.) organise comme à Alger, un rassemblement d'hommage devant le monument aux morts : il réunit plusieurs centaines de personnes dirigées par Vaysse Tempé, et le commandant Bernard GOUY. Pas d'incidents.

- 15 mai 1958 : De Gaulle se tient "prêt à assumer les pouvoirs de la République".

Pour imposer au parlement et au gouvernement le retour du général De Gaulle, les chefs de l'armée d'Algérie préparent l'opération "résurrection" ; dans la nuit du 27 au 28 mai 1958, le général Miquel devait faire monter en camion depuis Toulouse 2500 parachutistes du Sud-Ouest sur Paris, et 1500 paras de Massu devaient décoller d'Algérie pour Paris.

- 17 mai : (à la suite des attentats à la bombe), une vingtaine de perquisitions à Toulouse et dans la région. Pas d'arrestation.

- Nuit du 23 au 24 mai : quatre attentats à Toulouse :

• 29 Bd Carnot, siège de l'Association Nationale des Français d'Algérie du Nord.

• rue de la Halle aux poissons, dans un pavillon loué par le Front de la Jeunesse Nationale, dirigé par l'avocat DENIS-FARGE.

• 17 rue Antonin Mercié, dans les locaux de l'Union Nationale des Anciens Combattants.

• 1 Bd. Bonrepos, au siège du Conseil Départemental de la Paix, présidé par le professeur DUCUING.

Devant ce mélange de cibles de "droite" et de "gauche", on ne peut s'empêcher de songer à une certaine stratégie de tension...

- 27 mai 1958 : De Gaulle déclare "j'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assumer l'unité et l'indépendance du pays".

- 29 mai 1958 : le président Coty fait appel à De Gaulle pour former un nouveau gouvernement.

- 1er - 2 juin : l'Assemblée Nationale investit le Général De Gaulle, puis lui accorde les pleins pouvoirs et enfin l'autorise à réformer la constitution.

- 18 juin : le Comité de Salut Public de Toulouse organise à 18h30 sa propre commémoration au monument aux morts. Environ 800 personnes. Présence de 4 Cies de paras, du Général Miquel commandant la 5^{ème} région militaire et de son adjoint. Les cris de "Massu !" résonnent pendant le défilé des troupes. La commémoration officielle avait eu lieu le matin.

Même jour, à Pau : la Bourse du Travail et la Maison des Anciens Combattants "Justin Blanc" sont saccagés par des militaires en uniforme et des civils : le Comité de Salut Public avait préparé le terrain en distribuant de nombreux tracts depuis plusieurs jours...

- 21 juin : deux bombes légères (plastic) explosent à Toulouse contre la façade de "La Dépêche" (rue Guillemain-Tarayre) peu avant minuit et 13 rue Boulbonné, vers 2h au siège de la Fédération des Mutilés et Anciens Combattants.

- 14 juillet 1958 : après le défilé de Toulouse, lors de la remise des décorations, des civils viennent crier devant la tribune officielle "Toulouse, ville de Salut Public", "Vive Massu", "Vive l'Algérie Française"... Des militaires se joignent à leurs cris. Le maire BADIOU, le président du Conseil Départemental de la Résistance Marcel FAURANT et d'autres anciens résistants quittent aussitôt les lieux et appellent à une manifestation de protestation démocratique à 17 heures, place du Capitole. Conseil Départemental de la Résistance, partis et syndicats de gauche constituent le COMITE DE DEFENSE REPUBLICAINE.

14h, deux capitaines et un lieutenant parachutistes s'invitent à boire et à manger au restaurant "La Frégate", place Wilson, accompagnés par une cinquantaine d'hommes ; ils proclament "ce n'est pas De Gaulle qu'il nous faut, c'est Massu !".

16h, square De Gaulle, 2 Cies de paras occupent la place. Manœuvres d'intimidation. Les mêmes officiers dirigent depuis la terrasse des cafés "Tortoni" et "Mon Caf", place Capitole. Les parachutistes sont maintenant 200. Un ven-

deur de journaux est attaqué à coups de ceinturon devant la Poste de la rue Lafayette et dépouillé...

17h30, après un face à face tendu mais sans affrontements, 600 manifestants de gauche partent défilé en ville derrière BADIOU : le cortège enflera tout au long du parcours...

Vers 19h30, mouvement des parachutistes vers la Bourse du Travail qu'ils tentent d'investir vers 20h. Une quarantaine d'entre eux sont repoussés. Les assiégés se défendent alors à coups de pavés et de "cocktails Molotov" jusqu'à l'arrivée de la police.

- 15 juillet 1958 : Toujours à Toulouse, vers 16h, une cinquantaine de parachutistes du 14^{ème} R.C.P. tentent de se rassembler devant le local du Parti Communiste, rue Pargaminières. La police les repousse puis protège les locaux de "La Dépêche du Midi".

- 20 juillet 1958 : à Agen, un groupe de paras et quelques civils attaquent à la grenade d'exercice le siège du P.C., rue Lafayette, et saccagent ses deux étages. Deux bombes explosent en même temps chez des particuliers...

- 28 septembre 1958 : OUI massif (79,25%) au référendum sur la constitution de la V^{ème} République et (pour l'Algérie) sur le choix de la communauté Française.

- 23 octobre 1958 : dans une conférence de presse, De Gaulle parle de "Paix des Braves".

- 21 décembre 1958 : De Gaulle élu président de la République.

ALERTE à la population toulousaine

Les événements d'Alger et la déclaration du Général de Gaulle dévoilent le complot contre les Institutions Républicaines.

LA REPUBLIQUE EST EN DANGER!

Spontanément, sur l'initiative du Conseil Départemental de la Résistance tous les mouvements syndicalistes, tous les partis, toutes les associations indéfectivement attachés aux institutions démocratiques ont constitué

« LE COMITE DE DEFENSE REPUBLICAINE »

Vous avez entendu son appel radiodiffusé.
Vous l'avez lu dans la presse.

En accord avec M. l'Inspecteur Général de l'Administration, Préfet de la Haute-Garonne, M. le Président du Conseil Général, M. le Président de la Commission départementale, M. le Maire de Toulouse,

LE COMITE DE DEFENSE REPUBLICAINE

vous demande de vous tenir en état d'alerte permanent afin d'être prêts à participer à la massive manifestation populaire qui se déroulera au jour et à l'heure les plus propices à marquer le violent coup d'arrêt qui assurera le triomphe du Gouvernement de la République en barrant la route au fascisme.

LE COMITE DE DEFENSE REPUBLICAINE
(MAI 1958)

- 29 janvier 1959 : De Gaulle évoque "d'honorables conditions de paix"...
- 8 mars 1959 : élections municipales à Toulouse. Le parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République obtient 19,24% des voix à la proportionnelle. On trouve sur sa liste de futurs "dissidents", qui avaient cru aux promesses d'Algérie Française de De Gaulle en juin 1958, et s'illustreront aux côtés des activistes toulousains dans les années suivantes : Jean ALLAIS, fonctionnaire au ministère de la Construction et Bernard GOUY, étalagiste-décorateur, élus ; Roger BALS, employé du bâtiment et Georges DURAND, agent de maîtrise, tous deux candidats non élus... BAZERQUE, quant à lui, sera élu maire.
- 16 septembre 1959 : De Gaulle prononce le mot d'autodétermination...
- 10 novembre 1959 : De Gaulle propose un cessez-le-feu...

- A partir du 24 janvier 1960, épreuve de force entre De Gaulle et les "Ultras" d'Alger à la suite du limogeage du général Massu.
- 24 janvier au 1^{er} février 1960 : Semaine des Barricades à Alger, où s'illustrent Lagailarde, Ortiz, Susini...
- Interviewé par "L'Echo d'Alger", THOMAZO, député des Basses-Pyrénées, déclare : «Je suis de tout cœur avec ceux qui, derrière Lagailarde, Ortiz et Martel, défendent l'Algérie Française sur leurs barricades». Il ne sera pas inquiété pour ces propos, mais en novembre 1960, Alain de SERIGNY, directeur de l'Echo d'Alger, inculpé de provocation à l'émeute et à la sédition, sera poursuivi pour une série d'articles, dont celui-là...
- 30 septembre 1960 : une cinquantaine de parachutistes du contingent, qui viennent de fêter la Saint-Michel et partent le lendemain en Algérie, brisent en fin de soirée les vitres de la Bourse du Travail CGT de Toulouse et récidivent à l'Agel-Unef. Ce sont les premiers incidents de ce genre depuis 1958.
- 20 octobre 1960 : bagarre, à l'occasion d'une distribution de tracts, entre une quinzaine de militants de l'Agel-Unef de Toulouse et autant de membres d'une "association autonome".
- 27 octobre 1960 : Journée nationale d'action pour la paix négociée en Algérie ; à l'appel du Front Syndical Commun, débrayage dans les entreprises une heure avant la fin du service.
- A l'issue du meeting au Palais des Sports de Toulouse réunissant 6000 personnes, se forme, malgré l'interdiction préfectorale, une manifestation de 2000 personnes qui affronte la police. Lors de sa dispersion, nouvelles bagarres, avec des éléments de "Jeune Nation" cette fois.
- 4 novembre 1960 : De Gaulle affirme qu'il faut faire l'"Algérie Algérienne"...
- 10 décembre 1960 : Une quinzaine de perquisitions à Toulouse chez des membres du mouvement Union et Fraternité Française, animé par Pierre POUJADE (distinct de l'UDCA, organisme professionnel). Interpellations à Capdenac et Saint-Affrique également.

LA MONTEE DE L'OAS DANS LA REGION TOULOUSAIN

- Janvier 1961 : Référendum sur "l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination".
- 2 janvier 1961 : Meeting pour le "non" du Centre toulousain du Regroupement National pour l'Unité de la République, présidé par ALLAIS, adjoint au maire de Toulouse, avec Jacques SOUSTELLE, Jean THOMAZO, René CATHALA, député de la Haute-Garonne, GOUY, conseiller municipal de Toulouse, DEL-

NONDEDIEU et DE MONTESQUIOU, député du Gers.

- 8 janvier 1961 : Résultats du Référendum : 56,6% de oui, 18,6% de non, 24,7% d'abstentions et de nuls, soit un recul du oui par rapport à septembre 1958 (66,14%).
- 13 février 1961 : Le Colonel Jean THOMAZO, député U.N.R. (Unité de la République) des Basses-Pyrénées, président du Front National pour l'Algérie Française, déclare devant la section du RANFRAN de Bayonne : "Il faut chasser un système aussi néfaste que celui qui fut abattu le 13 mai 1958 et nous a menés à la subversion au sein du front national combattant et du regroupement national".
- 3 mars 1961 : A Toulouse, un meeting CGT-CFTC-FEN-SGEN-AGET UNEF pour des "négociations directes et sans préalable avec le G.P.R.A. et la paix en Algérie" est perturbé par les jets de gaz de partisans de l'Algérie française.
- 6 avril 1961 : agression du directeur de Témoignage Chrétien, Georges MONTARON, connu pour son opposition à la torture et venu participer à un dîner-débat à Toulouse ; il est précipité dans un escalier par une huitaine de "contradicteurs".
- 7 avril 1961 : après une vague d'attentats au plastic à Paris et dans plusieurs villes, perquisitions dans la région toulousaine, chez le capitaine Guy FORZY, compagnon de LAGAILLARDE expulsé d'Alger et installé à Castillon Debats (Gers), à Toulouse, chez des étudiants et des commerçants (saisie d'un pistolet). Pas de poursuites judiciaires.
- Un étudiant en médecine de 23 ans, membre de l'Association des Etudiants Nationalistes et un lycéen reconnaissent avoir été sur les lieux de l'agression de Georges MONTARON, mais sont libérés.
- Nuit du 9 au 10 avril 1961 : Râtonnade en voiture à Toulouse contre un Algérien, "coupable" de propos anti-français. Inculpation pour coups et blessures volontaires et incarcération de Thomas ALONZO, 19 ans, étudiant.
- 12 avril 1961 : Nouvelles arrestations dans les organisations "activistes" à Toulouse ; cinq gardes à vue.
- 21 avril 1961 : Putsch militaire en Algérie.
- 21 avril toujours : Devant le Monument s aux Morts de Toulouse, cérémonie d'hommage au maréchal Liautey, à l'occasion du retour de ses cendres en France. 200 manifestants "Algérie Française" se rassemblent derrière VAYSSE-TEMPE, président du RANFRAN, CATHALA, député et GOUY, conseiller municipal.
- 23 avril 1961 : De Gaulle prend les pleins pouvoirs.
- 24 avril 1961 : Grève générale d'une heure à l'appel du Front Syndical Commun contre la tentative des généraux factieux. 10.000 manifestants place du Capitole à Toulouse, défilant en ville malgré l'interdiction préfectorale.
- 25 avril 1961 : Fin de l'insurrection à Alger. Le "Quarteron" felon est en fuite. Des parachutistes sont désarmés à Pau.

- 24 avril 1961 : Lors de la réunion extraordinaire du Conseil Municipal de Toulouse, ALLAIS, adjoint au maire et GOUY, conseiller municipal appartenant à la fraction dissidente de l'U.N.R., refusent de s'associer à la motion de condamnation des généraux d'Alger et de confiance au chef de l'Etat.
- 25 avril 1961 : Le maire BAZERQUE retire ses délégations à ALLAIS mais n'a pas autorité pour le démettre de sa fonction d'adjoint. Avec le retrait d'ALLAIS et de GOUY, la majorité municipale est ramenée de 23 à 21 sur 37 conseillers.
- 28 avril 1961 : Dissolution du 14^{ème} R.C.P. à Toulouse.
- 3 mai : De Gaulle conserve les pleins pouvoirs.
- 20 mai 1961 : Début des négociations d'Evian entre le FLN et le gouvernement français. Suspension des opérations militaires françaises en Algérie.
- 13 juin 1961 : A Pau, incendie de la voiture d'un candidat PSU aux cantonales signé OAS.
- 17 juin 1961 : Attentats au plastic à la Préfecture et à la Trésorerie Générale de Foix, signés OAS.
- 19 juin 1961 : Perquisitions à St-Céré (Lot), aux domiciles de Pierre POUJADE et de membres de l'U.D.C.A.
- 22 juin 1961 : Attentats au plastic revendiqués par l'OAS, à Bayonne contre le local de la Loge maçonnique et à Biarritz contre la voiture du secrétaire régional de l'Association pour le soutien au général De Gaulle.
- 24 juin 1961 : Tracts OAS à Lannemezan, invitant les Français à réagir contre la "Gestapo gaulliste" et à se regrouper pour un renouveau national...
- 7 juillet 1961 : Les deux étudiants appréhendés le 7 avril pour l'agression contre Georges MONTARON sont inculpés de coups et blessures : l'un d'eux est devenu aujourd'hui un grand nom de la médecine toulousaine...
- Du 14 juillet au 22 août 1961 : Vague d'attentats à Tarbes (là encore contre le président de l'association pour le soutien à l'action du général De Gaulle), dans les Landes, à St Céré (contre l'immeuble de l'U.D.C.A. et la librairie personnelle de Pougade), à Toulouse (contre le Ciné-Espoir, rue du Taur, appartenant à la SFIO), à Pau, Bayonne, au Pays Basque, à Bordeaux, Auch et encore à Toulouse, contre les bureaux de la R.T.F., place des Carmes... Bref, c'est la grande offensive de l'OAS dans le Sud-Ouest ! sont visés des transformateurs EDF, des magasins, des véhicules, des maisons... (souvent des personnalités gaullistes, U.N.R., et même d'anciens partisans de l'algérie française, qui avaient abandonné le combat).
- A partir du 25 août 1961, interviennent les premières arrestations au Pays Basque, à Moissac, Toulouse, Foix... ; on trouve des commerçants parfois anciens candidats poujadistes en 1956. Certains appartiennent au réseau OAS "Résurrection-Patrie".
- Nuit du 30 au 31 août 1961 : plasticages d'une ligne à haute tension à Toulouse (Sept Deniers)

ORGANISATION DE L'ARMÉE SECRÈTE

AVIS DE MOBILISATION

إعلان بالتعبئة العامة

من إمامة الأختيار أن في ذواتنا مائة ألف شخص
أصبحوا يتماشون الاستعداد من 15 ديسمبر 1958 يوم :
و مناهضة :

- Le Peuple Français proclame solennellement son attachement aux droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmés et complétés par le préambule de la Constitution de 1946.

- Le Président de la République est le garant de l'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE.

En conséquence, moi, RAOUL SALAN, Général d'Armée, Commandant en Chef, décide la mobilisation de tous les Algériens pour faire face à l'action conjuguée du Pouvoir de l'Etat et de la rébellion afin de conserver l'Algérie à la Mère-Patrie.

Vive la France.

عاشق فرنسا

«l'Avis de Mobilisation» lancé par le Général SALAN en 1961.

et d'un transformateur à Blagnac. Des tracts déclarent : "L'OAS frappe où elle veut et quand elle veut".

- 3 septembre 1961 : Parmi les interpellations opérées par la 8^{ème} brigade de Police Judiciaire, figure Jean ALLAIS, adjoint au maire de Toulouse (ex-UNR)... qui sera rapidement libéré.

- 4 septembre 1961 : Communiqué de presse de Jean ALLAIS, insistant sur l'absence de relation entre son interrogatoire et les attentats OAS...

- 9 septembre 1961 : Des tracts OAS circulent à Toulouse ; on y lit sous la signature de SALAN, chef du comité politique et militaire : "Pour ouvrir la voie à l'avenir, il faut s'emparer du pouvoir..."

- Du 26 septembre au 22 octobre 1961 : Campagne des Cellules de propagande OAS, drapeaux, tracts, affichettes et inscriptions à Toulouse, Pamiers, Montauban, Pau, Bayonne...

- 27 septembre 1961 : Attentat manqué contre une station de pompage de gaz à Beauzelle (Haute-Garonne).

- 21 octobre 1961 : Attentats OAS à Toulouse (en scooter) contre la Banque Courtois et la Librairie Catholique de la rue Croix-Baragnon ; dégâts de façade.

- 5 novembre 1961 : Incendie criminel signé OAS à Toulouse contre un immeuble du Faubourg Bonnefoy.

- 6 novembre 1961 : Attentat au plastic square De Gaulle.

- 17 novembre 1961 : Mise en liberté de Cécile THOMAZO, veuve du lieutenant Yves THOMAZO (tué en Indochine) et belle-fille du député Jean THOMAZO, arrêtée début septembre pour transport de plastic et inculpée d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" dans le cadre du "complot du Sud-Ouest".

- 19 novembre 1961 : Sabotages anti-OAS sur la voie ferrée près de Montauban et castelnaudary ; des tracts engagent les cheminots à refuser d'acheminer le matériel de guerre et les troupes en Algérie.

- 22 novembre 1961 : Manifestation interdite square De Gaulle, à Toulouse, pour la paix en Algérie, à l'appel du Comité de Défense des Libertés (PC, PSU, Mouvement de la Paix...) ; légers affrontements avec des partisans de l'Algérie Française.

- 1er décembre 1961 : L'OAS envoie une circulaire à tous les conseillers généraux des Hautes-Pyrénées, dans laquelle elle déclare vouloir appuyer sa "politique" sur "les forces saines de la nation"...

- 3 décembre 1961 : Arrêtés le 1er septembre,

trois activistes s'évadent de la prison de Mont de Marsan ; Nicolas KAYANAKIS, lieutenant à la Base Aérienne de Dax, Jean CAUNES (ancien responsable étudiant de l'Action Française à Toulouse) et Luc CETEAUX avaient transporté du plastic... Jean CAUNES deviendra responsable de l'OAS-Metro-Jeunes et sera arrêté le 28 février 1964.

- 6 décembre 1961 : Le Conseil des Ministres dissout l'OAS.

- 8 décembre 1961 : Perquisitions dans les milieux activistes à Toulouse.

- 15-16 décembre 1961 : Drapeaux et inscriptions OAS en Ariège.

- 19 décembre 1961 : Nouvelle journée d'action et de grève contre l'OAS organisée par le Comité de Défense des Libertés, 3000 manifestants à Toulouse. Le même jour, ALLAIS et GOUY sont absents du Conseil Municipal...

- 29 décembre 1961 : L'OAS-Métro plastique les émetteurs de Radio-Toulouse à Muret et Pechbonnieu, pour interrompre le message de De Gaulle... qui ne sera pas perturbé.



Propagande OAS

(Archives de Rémi KAUFFER)

NOTRE REGARD SUR CES EVENEMENTS...

Il y a 25 ans, le 19 Mars 1962, le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la république algérienne, signaient les accords d'Evian. La proclamation du cessez le feu ne mit pas fin à la tuerie (500.000 à 1 million de morts dont 12.000 soldats français et 13.000 membres de l'armée de libération nationale algérienne). Les exactions de l'armée française, la "guerre sale", l'hypocrisie d'une certaine classe politique face aux "événements d'Algérie" ne sauraient minimiser la responsabilité propre de l'OAS.

Durant les quatre mois précédant la déclaration d'indépendance, l'OAS multipliait les attentats terroristes. D'après Rémi Kauffer, auteur d'une histoire de l'OAS, ces attentats devaient coûter la vie à 1.500 personnes entre avril 1961 et avril 1962. Les officiers qui dirigeaient l'OAS et étaient par conséquent responsables de ces crimes ont bénéficié de l'amnistie en 1968, mieux, ils ont vu leur carrière reconstruite après mai 1981. En mars 1986, certains d'entre eux rentrent au Parlement sous l'étiquette du Front National, parmi eux, Pierre Sergent député FN des Pyrénées Orientales, deux fois condamné à mort. Ces terroristes d'hier manifestent aujourd'hui, écharpés de tricolore pour réclamer le rétablissement de la peine de mort face au terrorisme !!!

A Toulouse, l'OAS eut ses hommes de main, ses plastiqueurs et ses victimes. Notre dossier retrace quelques moments de cette période. Dans l'encadré "Quelques itinéraires", on retrouve 25 ans plus tard des nostalgiques qui, dans d'autres organisations politiques, conservent la même idéologie "musclée" et colonialiste. Heureusement, il y eut ceux qui luttèrent pour s'opposer au danger putschiste.

Dès 1958, la gauche française et le mouvement démocratique prennent conscience de l'inévitabilité de l'indépendance algérienne. Les mouvements contre la guerre en Algérie, contre les tentatives de coup d'Etat, vont s'amplifier. Il ne nous appartient pas de juger les positions des organisations de l'époque. Il faut cependant citer quelques unes des actions et manifestations qui ont marqué Toulouse :

- 1958 - Riposte à la tentative de coup d'Etat. 6.000 personnes dans la rue à l'appel du maire de Toulouse, Badiou. Dans la foulée, est créé le Comité de Défense Républicain (CDR) par une vingtaine d'organisations démocratiques (le Comité Départemental de la Résistance y jouera un grand rôle).

En juillet, quelques centaines de manifestants protègent la mairie contre les paras.

- 1960 - Création d'un front syndical commun (CGT, CFTC, FEN) pour "hâter la fin de la guerre d'Algérie" (31 mai).

Le 27 octobre, journée nationale d'action "pour une paix négociée", meeting au Palais des Sports (6.000 personnes), puis une manifestation qui s'affrontera avec la police.

- 1961 - Avril, 10.000 manifestants contre le coup d'Etat à l'appel du front syndical commun malgré l'interdiction préfectorale.

Les attentats sur Toulouse donneront tous lieu à des rassemblements de protestation unitaires. 31 décembre, journée contre l'OAS, 3.000 manifestants à Toulouse.

- 1962 - Février, grève générale, 6.000 manifestants dans les rues.

Quelques actions plus radicales eurent lieu : blocage des trains de matériel de guerre vers l'Algérie, "corrections" de militants fascistes... Des structures de base anti-fascistes virent le jour (voir extraits de presse).

Le collectif toulousain d'ARTICLE 31 entend se situer aujourd'hui dans le prolongement du combat démocratique mené à cette époque contre les activités putschistes et fascistes, les agressions racistes et colonialistes.

ARTICLE 31 - TOULOUSE

1962

L'ESCALADE DES ATTENTATS ET LE DEMANTELEMENT DES RESEAUX OAS DANS LA REGION

— **Nuit du 3 au 4 janvier 1962** : Plastic contre le cinéma ABC à Toulouse.

— **12 janvier 1962** : La Dépêche du Midi titre : "Un ancien journaliste algérois arrêté à Toulouse". "Le SRPJ a arrêté Gérard DENESTEBE 27 ans, ancien journaliste à la "Dépêche d'Algérie". Il avait quitté l'Algérie depuis quelques mois et tenait un commerce Av. J. Chaubert. Mandat d'arrêt du juge d'instruction d'Alger pour atteinte à la sûreté de l'Etat et tentative de destruction d'immeuble par explosifs".

— **Nuit du 15 au 16 janvier 1962** : Les premiers attentats qui auraient pu être meurtriers à Toulouse. Sont visées des personnalités antifascistes reconnues, Marcel FAURANT, président du Conseil Départemental de la Résistance, le docteur TAUBER, conseiller municipal communiste (que les charges auraient pu tuer), les locaux de l'AGET-UNEF, OSETE, adjoint au maire UNR (chez qui les dégâts sont minimes) et une cinquième personne. Quatre plastiqueurs sont arrêtés :

• Auguste DELNONDEDIEU, né le 20.12.29 à Tarascon/Arriège, Directeur financier.

• Georges DURAND, né le 6.01.26 à Paris, Chef de bureau (avec arme 7,65).

• Jean BUCHET, né le 21.01.21 à Avion (Pas De Calais), conducteur de travaux.

• Roger BALS, né le 30.11.29 à Azas (31), employé à la cartoucherie.

Une liste de noms a été saisie sur eux. BALS avoue avoir participé au sabotage du 30.12.61 de l'émetteur de Muret et de Pechbonnieu, avec quatre comparses arrêtés début janvier. Mr Jean ALLAIS, adjoint au Maire, UNR dissident, a été entendu par la police, ainsi que plusieurs autres activistes.

A partir du 17 janvier 1962, perquisitions, découvertes de documents et arrestations se succèdent : les équipes de plastiqueurs sont démantelées l'une après l'autre... On apprend les 19 et 20 janvier que DURAND était le chef de l'opération du 16 janvier et que Jean ALLAIS fournissait le plastic et servait d'intermédiaire entre les groupes activistes de la région et leur chef.

— **23 janvier 1962** : parmi les interpellés, un nouvel inculpé et non des moindres : Jean CASSAGNEAU, 41 ans, Cardiologue, qui a joué un rôle très important à la tête de l'organisation toulousaine. Sa femme, Charlotte, 36 ans, originaire d'Algérie, a été également inculpée, mais laissée en liberté.

— **24 janvier 1962** : "le démantèlement du réseau toulousain se poursuit : Les services de police ont déferé devant le parquet, Gérard BOUCHET, 25 ans, visiteur médical, membre de l'association des combattants de l'Union Française et trésorier des "Jeunesses de France". Bouchet fournissait des explosifs et participait à la rédaction de tracts et de journaux de l'OAS.

— **25 janvier 1962** : Nouvelles arrestations dont celle de Jean DENIS FARGES, 43 ans, avocat et d'un rhumatologue toulousain (encore en activité aujourd'hui), les responsabilités s'établissent progressivement : ALLAIS et BOUCHET fournissaient les explosifs, DENIS FARGE et CASSAGNEAU s'occupaient de la propagande OAS.

— **28 janvier 1962** : Un tribunal militaire spécial est saisi.

— **29 janvier 1962** : Attentat OAS à Toulouse, contre un bar de la place Saint-Pierre appartenant à un membre du P.C.

— **3 février** : ALLAIS, DENIS-FARGE, CASSAGNEAU et l'autre médecin toulousain semblent être les dirigeants du réseau qui aurait été organisé par un officier déserteur d'Algérie, connu sous le nom de RICHAUD, non identifié.

Le mois de février 1962 voit ensuite se succéder les morts du "Métro Charonne" à Paris, la grève générale de protestation, des perquisitions

(chez LAGAILLARDE, dans le Gers, entre autres), de nouvelles découvertes d'armes et de munitions chez des membres de l'OAS...

— **10 mars** : "Le pseudo RICHAUD, chef des plastiqueurs toulousains arrêté à Paris, un ancien para Claude SOKOLOVITCH, d'origine pied noir, 28 ans".

— **19 mars 1962** : **Signature des accords d'Evian avec le FLN.** On apprend, tout au long du mois de mars, que certains plastiqueurs toulousains de l'OAS se sont dénoncés entre eux...

La police arrête encore un conseiller municipal de Tarbes, des agriculteurs dans le Gers, des étudiants et lycéens toulousains, dont plusieurs préparent l'entrée à Saint-Cyr et à l'Ecole Supérieure de Commerce (on trouve parmi eux un chargé d'enseignement qui intervient encore à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse) : plusieurs sont écroués à Paris. De nouveaux stocks d'explosifs sont découverts et le 3 avril 1962, la presse locale conclut au démantèlement du réseau OAS dans le Sud-Ouest, à la suite de l'arrestation à Neuilly de Claude SOKOLOVITCH, alias RICHAUD, qui a mis en place le réseau OAS-Métro anéanti à Toulouse et celui de "Résurrection-patrie" dirigé par l'ex-député poujadiste de Charente-Maritime, Marcel BOUYER.

Le réseau Sud-Ouest couvrait une zone considérable allant de Bayonne à Perpignan et de Bordeaux à Limoges. Les filières auraient été entièrement reconstituées par la police. C'est le plus important réseau de province.

— **4 avril 1962** : La Dépêche du Midi titre "Lutte anti-OAS : arrestation du secrétaire du M.R.P." (Mouvement Républicain Populaire, de tendance démocrate-chrétienne).

Il s'agit d'Emmanuel ABADIE 32 ans, directeur gérant du "Midi", organe du MRP. Il a reconnu être en relation avec Claude SOKOLOVITCH ; il est inculpé d'atteinte à l'autorité de l'Etat et participation à reconstitution d'organisation dissoute.

Cela porte à 31 le nombre d'activistes arrêtés dans la région de Toulouse.

— **6 avril 1962** : Les partisans de l'Algérie Française au sein du Comité Directeur du M.R.P. Haute-Garonne sont mis en minorité et démissionnement : Maître Yves PERISSE, Raymond ROQUES et Alfred COSTE FLORET, ancien député.

— **8 avril 1962** : **Référendum sur l'indépendance de l'Algérie.**

— **12 avril 1962** : Le bilan de la lutte contre l'OAS dans le Sud-Ouest s'établit à 41 arrestations.

— **7 mai 1962** : Ouverture à Paris du procès des plastiqueurs toulousains. Ils sont poursuivis

pour attentats et complot contre la sûreté de l'Etat et se retrouvent 16 dans le box des accusés. Dès la première audience, SOKOLOVITCH s'affirme responsable de tout le réseau et affirme qu'il a abusé les gens qu'il a emmenés avec lui...

Certains des accusés disent qu'ils croyaient être partis pour coller des affiches et faire des graffitis.

La plupart des inculpés se sont connus au sein de l'Association des Anciens Combattants de l'Union Française.

CASSAGNEAU dit qu'il souhaitait ne s'occuper que de propagande.

SOKOLOVITCH a pris contact avec ses coaccusés parce qu'on lui avait assuré qu'ils étaient de mentalité propre et d'un patriotisme intègre. BOUCHET dit qu'on lui avait proposé une sortie amicale.

DENIS FARGE à qui BOUCHET avait donné à corriger un article destiné au bulletin clandestin de l'OAS concernant des policiers avec incitation au meurtre, dit qu'il a essayé d'atténuer le texte et de faire rayer 2 noms de policiers, anciens camarades de faculté.

— **8 mai 1962** : L'accusation requiert déjà de lourdes peines : la mort pour SOKOLOVITCH, la perpétuité pour Georges DURAND, 15 ans de prison pour Jean ALLAIS (ancien conseiller municipal de Toulouse), augustin DELNONDELIEU (comptable) et Roger BALS (manœuvre), 10 ans pour Jean CASSAGNEAU (cardiologue) et Gérard BOUCHET (visiteur médical), 5 ans pour Jean DENIS FARGE (avocat)... Parmi les défenseurs, on remarque VAYSSE-TEMPE (déjà inévitable et aujourd'hui conseiller régional du F.N. en Midi-Pyrénées), Robert LABADIE (le très réactionnaire billetiste de "L'Opinion Indépendante du Sud-Ouest" - cf le 6^{ème} numéro d'ARTICLE 31 - TOULOUSE), Jean MAUBEC (candidat UNR aux municipales de 1959 à Toulouse), Georges BOYER (avocat royaliste toulousain)...

les plaidoiries s'appuient sur le manque de preuves et la bonne moralité des accusés.

— **10 mai 1962** : le remplaçant de Marcel BOYER à la tête du réseau OAS "Résurrection-Patrie" dans le Sud-Ouest est arrêté, il a 18 ans...

— **3 juillet 1962** : **De Gaulle reconnaît l'état Algérien.**

— **22 août 1962** : Nouvelles opérations de police dans les "milieux activistes" du Sud-Ouest ; arrestations à Cahors d'un membre des Commandos Delta, à Toulouse, à Montauban (deux membres de l'OAS en exécution un troisième à cause de son manque de combativité...).

Un comité anti-fasciste à Ramonville-Saint-Agne

A l'appel du Maire de Ramonville, du Parti communiste et du P.S.U., une cinquantaine de personnes se sont réunies Samedi 3 février, à 21 heures, dans la salle de la Mairie de Ramonville, en vue de constituer un Comité d'actions antifasciste. Un bureau de 11 membres a été désigné par l'Assemblée, comprenant des représentants du P.C., du P.S.U., des membres du Conseil municipal et des citoyens sans engagement politique.

A l'issue d'un échange de vues, l'Assemblée a approuvé à l'unanimité la résolution suivante :

« Les Républicains de Ramonville, Saint-Agne, unis au sein du Comité d'action antifasciste, constitué le 3 février 1962,

« Exigent l'arrestation et le châtiment des criminels de l'O.A.S. et

de leurs complices, quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent,

« S'engagent à protéger et à aider toute personne attaquée ou menacée par l'O.A.S. et, d'une manière générale, se donnent pour mission d'alerter l'opinion toutes les fois que ce sera nécessaire, en vue de la défense des libertés et de la personne humaine.

« Le Comité estime que, dans les perspectives de lutte contre l'O.A.S., une étape essentielle doit être nécessairement franchie par la conclusion rapide d'une paix négociée en Algérie. »

Des réunions ultérieures sont prévues et une propagande par tracts sera entreprise.

En conclusion, bonne réunion qui marque un sérieux progrès sur le chemin de l'unité dans la lutte contre le fascisme.

Extrait de l'Action Socialiste P.S.U.
7 février 1962

- 3 septembre 1962 : l'OAS menace les propriétaires d'appartements toulousains qui repoussent les locataires rapatriés d'Afrique du Nord...

- 28 septembre 1962 : Quatre attentats à la grenade en 15 minutes dans les rues de Toulouse ; en frappant le magasin "Kopetzki", une charcuterie, un immeuble d'habitation et un laboratoire des Ponts et Chaussées, l'OAS veut désormais répandre la terreur dans la population...

- 2 octobre 1962 : Au total, trois tonnes d'armes de guerre ont été découvertes dans des fermes du Lot et du Tarn et Garonne.

- 14 octobre 1962 : Les lanceurs de grenades de Toulouse sont identifiés ou arrêtés ; ce sont de jeunes rapatriés d'Algérie, on trouve parmi eux un gardien de la paix...

- 18 octobre 1962 : Fusillade à Toulouse entre la police venue perquisitionner une maison et des éléments de l'OAS ; l'un d'eux, blessé, se suicide ; un autre, ancien garde mobile en Algérie, parvient à s'enfuir.

- 29 octobre 1962 : Procès des étudiants, lycéens et soldats responsables de plasticages de bars en janvier ; les peines vont de 7 ans de prison ferme à 2 ans avec sursis.

- 31 octobre 1962 : Arrestation à Toulouse de Raphaël GAILLARD, avocat, président de l'Association des Français d'Algérie et d'Outre Mer (section Haute-Garonne). Il est inculpé de complot contre l'autorité de l'Etat et écroué ; il obtiendra la liberté provisoire le 27 novembre...

- 13 novembre 1962 : La Dépêche du Midi titre : "90 activistes arrêtés à Toulouse en trois mois par le SRPJ". 71 écroués, 18 en liberté "90 activistes arrêtés à Toulouse en trois mois par le SRPJ". 71 écroués, 18 en liberté provisoire, 1 tué, 4 en fuite.

Parmi les réseaux qui agissent dans le Sud-Ouest, en cette fin d'année 1962, il faut remarquer le réseau "Albert 311", fort de 17 membres, responsable des grenadages du 28 septembre, de la fusillade du 18 octobre, d'attaques de banques et "propriétaire" de forts dépôts d'armes. Il s'intégrait à l'OAS-Métro du Capitaine SERGENT...

Une expérience de quartier contre l'O.A.S.

...quelques militants de dt... cherché... voisins immé... du... — répondre toute action O.A.S. immédiatement à...

les décisions d'action y seront prises à l'unanimité.

Deuxième décision : parution d'un bulletin d'information et d'action diffusé massivement dans le quartier.

Le numéro 1 est consacré à la lutte contre l'O.A.S. et fixe les objectifs suivants :

« Républicains, comme de nombreux habitants du quartier (enseignants, instituteurs et professeurs de tous les ordres d'enseignement, intellectuels, ouvriers et employés, artisans et commerçants : rejoignez nos rangs afin d'agir pour :

- isoler et détecter les factieux de l'O.A.S.;
- découvrir et dénoncer ceux qui les soutiennent;

— répondre immédiatement à toute action O.A.S.;

— constituer éventuellement des groupes d'autodéfense républicaine dans le cas d'un putsch militaire ou d'un coup de force activiste. »

De plus, le groupement invite à participer à toutes les manifestations de masse contre le fascisme et pour la paix en Algérie.

Parmi les premières personnes contactées, ils s'est trouvés assez de

de les réunir, de les mettre en mouvement.

Si tous les républicains s'unissent ainsi dans chaque quartier, ils formeront un barrage efficace : l'O.A.S. sera isolée, la guerre civile n'aura pas lieu. Tous ensemble, oubliant ce qui peut nous diviser, nous vaincrons la peur, nous découragerons toute velléité de coup de force factieux.

Extrait de l'Action Socialiste P.S.U.
7 février 1962

1963 LES DERNIERS PROCES DES TOULOUSAINS

- 4 janvier 1963 : création de la cour de sûreté de l'état adoptée par l'assemblée nationale.

- 26 mars 1963 : A l'occasion de l'anniversaire de la fusillade de la rue d'Isly à Alger, le RAN-FRAN, l'ANFANOMA, le RNR (Rassemblement National Républicain), le CEN (Centre d'Etudes Nationales), la Fédération des Etudiants nationalistes et Restauration Nationale organisent une manifestation au Monument aux Morts de Toulouse ; elle est interdite par le Préfet ; échauffourées entre 500 jeunes manifestants rapatriés et la police.

- 3 avril 1963 : Les étudiants rapatriés, membres du réseau "Albert 311", qui avaient jeté des tracts OAS, sont condamnés à de légères peines avec sursis à Toulouse.

QUELQUES ITINERAIRES...

Bernard ANTONY : Dans l'ouvrage de Rémi KAUFFER, "Histoire de l'OAS", il est présenté comme militant de "base" dans l'OAS-Méto à Toulouse ; il a alors 20 ans. Lui-même reconnaît dans ses Entretiens avec Yves Daoudal, "Romain Marie sans concession" (p.85-86) : "J'ai milité jeune pour l'Algérie française... [Puis] Pour moi ce fut le Mouvement Jeune Révolution, qui avait été créé par mes amis Jean Caunes, Gérard Bouchet, Nicolas Kayanakis. Ce mouvement était très proche du Conseil national de la résistance de l'OAS que dirigeait à l'époque le capitaine Sergent". Ses responsabilités actuelles sont suffisamment connues pour que l'on n'y revienne pas...

Alexis ARETTE : Fin août 1984, le président de la Fédération Française de l'Agriculture est mêlé à un attentat contre des responsables de coopératives agréées d'insémination artificielle, dans la région de Saint-Gaudens (Didier, adjoint au maire de Toulouse, sera son avocat). Dans un numéro de novembre 1984, Le Monde nous apprend qu'"ARETTE, ancien membre de l'OAS, est un homme bouillant qui ne fait pas mystère de ses idées d'extrême-droite. Poète à ses heures et militant de la tradition béarnaise.... il est à la tête d'une organisation qui a obtenu 5,45% des voix aux élections à la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne". En mars 1986, il sera l'élu des Pyrénées Atlantiques, sous l'étiquette F.N., au Conseil Régional d'Aquitaine.

Roger BALS : L'ancien candidat UNR aux municipales de 1959 à Toulouse, puis l'activiste OAS des années 1961-62 à Toulouse, est aujourd'hui vice-président de l'Association des Combattants de l'Union Française (toujours elle) - Délégation de Midi-Pyrénées ; on le trouve encore dans toutes les cérémonies officielles de commémoration...

Gérard BOUCHET : Sans parler de son activisme au sein de l'OAS-Méto, les "Cahiers Européens" de François DUPRAT (victime d'un

1976 : ... "Bouchet (figure de proue du camp national toulousain depuis 1957, puisque responsable successivement de la section locale du Front National des Combattants de Jean-Marie Le Pen, puis chef du Front de la Jeunesse Nationale, avant de se rallier au solidarisme, en animant le Mouvement Jeune Révolution, transformé en Mouvement Solidariste Français-Action Populaire)"...

Puis, fin 1973, l'hebdomadaire RIVAROL nous apprenait : "Après les incidents du 9 novembre 1973 à Censier et Tolbiac (attaque des deux Centres Universitaires), 4 solidaristes dont le Secrétaire Général des G.A.S. (Groupes d'Action Solidariste), Gérard BOUCHET, ont été appréhendés au siège national de l'Action Populaire, 22, rue des Martyrs Paris IX^{ème}..."

Aujourd'hui, Gérard BOUCHET a rejoint Romain MARIE, Jean FAURE (ancien de l'OAS lui aussi) au sein du Comité Chrétienté-Solidarité de Toulouse.

Jean CASSAGNEAU : Après le démantèlement du réseau OAS "Résurrection-Patrie" dans le Sud-Ouest, il devient le correspondant de l'OAS-Méto à Toulouse dès septembre 1961 ; il sera condamné à 8 ans d'emprisonnement en mai 1962... Laissons Jean FAURE (déjà cité) parler de son amitié avec CASSAGNEAU à l'époque de l'OAS (extrait du numéro de Chrétienté-Solidarité daté de juin 1984) : "... Ah, comme je voudrais revivre ces virées nocturnes entre Cahors et Toulouse où, après une réunion clandestine rondement menée, les virages ne comptaient plus guère et s'effaçaient comme par enchantement dans la lueur des phares. Et ce retour de Paris vers Toulouse où je me sentais honteux d'avoir été relaxé par un tribunal d'exception alors que Jean, deux ans plus tôt, avait écopé de huit ans de détention criminelle. Nos crimes nous amusaient beaucoup..."

Son itinéraire passera, comme pour ses amis cités plus haut, par le M.J.R. puis le M.S.F., dont il assumera la présidence dans les années 1970. Dans son dernier article avant sa mort, intitulé "Pauvre France !", Jean CASSAGNEAU s'exprime ainsi : ... "Ce Mitterrand qui est bien l'image de la France profonde : un pays de médiocres, de chômeurs professionnels, d'aspirants retraités, un pays fait de gens que la réussite exaspère car elle éclaire trop leurs échecs. En tout cela le Français se montre tel qu'il a été façonné depuis longtemps : un envieux cupide et haineux, égoïste et vantard, débrouillard à la petite semaine, champion des solutions "nègre-blanc", peureux, refusant toute initiative salva-

trice et toute responsabilité, toujours prêt à dire "c'est pas moi, c'est lui", et n'acceptant que la décadence.

Depuis Drumont le clairvoyant, il est toujours inféodé, beni-oui-oui femelle, bassement servile, souhaitant le fouet et le maître qui en venant le violer lui donnera à nouveau pour quelques lustres l'illusion d'être un homme".

Alors qu'il décède en 1984, on retrouve son fils Bernard, également cardiologue, candidat du F.N. aux législatives de 1986 à Toulouse...

Gérard DENESTEBE : Plastiqueur OAS à Alger à la fin de l'année 1961, réfugié à Toulouse où il est arrêté, il bénéficiera ensuite d'une mesure de grâce. On le retrouve plus tard commerçant à Toulouse, conseiller municipal "Républicain Indépendant" élu sur la liste de Pierre BAUDIS



Gérard DENESTEBE

(1971-1977) - voir photo -. Toujours actif, il participe au service d'ordre de GISCARD pendant la campagne présidentielle de 1981 et n'hésite pas à prodiguer ses conseils "techniques" au Parti des Forces Nouvelles. Responsable de l'Office du Tourisme du Cap d'Agde, il est aujourd'hui correspondant en France de la "John Birch Society" (organisation fasciste américaine) et fait de fréquents voyages à Toulouse...

Augustin DELNONDEDIEU : Après avoir participé à l'attentat contre le président du Conseil Départemental de la Résistance en janvier 1962, il fut condamné en mai... Aujourd'hui âgé de 58 ans, on a pu le voir comme scrutateur du F.N. dans un bureau de vote de Toulouse le 16 mars 1986. Décidément le F.N. est bien la structure d'accueil naturelle pour les anciens activistes de l'OAS, à Toulouse comme ailleurs...

cahiers europeens hebdo notre europe
bulletin nationaliste-révolutionnaire pour l'UNITE
DES NATIONALISTES pour la CONSTRUCTION du PARTI REVOLUTIONNAIRE



attentat en 1978 alors qu'il était membre du Bureau Politique du Front National) le présentaient ainsi dans leur numéro du 5 octobre

LES NOSTALGIQUES DE L'OAS AUJOURD'HUI...

Les années 60 ont produit une myriade d'associations qui se revendiquent directement ou indirectement du combat de l'OAS. (L'actualité récente a même montré que le G.A.L. -bataillon anti-basque- avait utilisé à plusieurs reprises des anciens de l'OAS...).

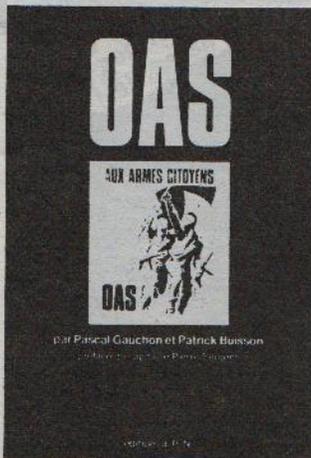
A Toulouse, pour ne citer qu'elles, l'A.C.U.F. et Jeune Pied Noir s'emploient à maintenir le souvenir des années "Algérie Française".

L'ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANÇAISE

Très active dans les années 60, on la retrouve dans toutes les cérémonies officielles à Toulouse, au même titre que n'importe quelle association d'anciens combattants. Parmi ses dernières initiatives, il faut remarquer l'invitation à Toulouse de personnalités telles que le général VANUXEM, le colonel GARDES (ex-OAS) et en octobre 1984, le fils de SALAN pour une cérémonie à la mémoire de son père...

JEUNE PIED NOIR

Cette association regroupe des jeunes pieds noirs qui veulent réhabiliter l'action de l'OAS



(livres, réédition d'affiches... - voir ci-contre -). Elle a été particulièrement active ces dernières années pour s'opposer à la commémoration du 19 mars 1962 (accords d'Evian) ; elle mène également une campagne permanente pour défendre la Nouvelle Calédonie Française. A Toulouse, elle a réussi à associer à ces deux campagnes le RANFRAN, le CENTRE MONTAURIOL l'OPINION INDEPENDANTE DU SUD-OUEST, l'ACUF, l'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS (UNC-UNCAFN) et bien sûr le FN. D'ailleurs, JEUNE PIED NOIR, tient régulièrement des stands dans les fêtes et meetings du Front National. Ses militants animent enfin le CERCLE JEAN BASTIEN-THIRY dont le siège est au CEFANOM (la maison des rapatriés financée par Baudis). Ce cercle veut défendre la mémoire d'un des héros de l'OAS fusillé en 1963 (édition de livres, d'un buste...). Il se définit ainsi : "Dans une France à la dérive, (...) le cercle est avant tout un lieu de rencontre et un centre de réflexion où la Jeunesse Française, soutenue par l'exemple des meilleurs de ses aînés, pourra puiser dans les richesses de son passé, les forces vives d'une renaissance et d'une nouvelle grandeur de la France"...